

SAMIR AMIN

LE MONDE ARABE AVANT 2010/2011 : DES SOCIÉTÉS SOUS TENSION

Le « printemps arabe » de 2011 est la réponse attendue aux tensions insupportables auxquelles les sociétés concernées sont soumises depuis quarante ans. La recompradorisation du monde arabe a été le produit combiné de l'offensive impérialiste et de l'essoufflement du sursaut national populaire des années 1950/60. La fonction essentielle assignée à la région est d'être un pourvoyeur majeur de pétrole, un importateur d'armements, et une source de placement des excédents du Golfe sur le marché financier contrôlé par les Etats-Unis. De surcroît, par sa position géographique la région occupe une place prioritaire dans le projet de Washington de contrôle militaire de la planète. Dans ces conditions aucun pays de la région ne peut aspirer à devenir « émergent ». Néanmoins le développement de luttes sociales et démocratiques plus décisives que celles amorcées en 2011 est devenu possible. Leur succès éventuel créerait alors des conditions favorables à « l'émergence », pour laquelle l'Égypte et l'Algérie (tout comme la Turquie et l'Iran) sont des candidats indiscutables.

La dérive économique et sociale

L'absence d'articulation entre les différents segments de la production dans l'économie égyptienne contemporaine est aujourd'hui telle qu'on ne peut plus guère parler ici de « système productif national ». Pourtant un tel système avait bel et bien existé dans le cadre du capitalisme mondialisé ancien (1880-1950) articulé autour de la monoculture du coton, sur laquelle se greffaient des activités financières et commerciales et quelques industries légères. Le projet de populisme national de la phase nassérienne s'était proposé de lui substituer une autre cohérence fondée sur l'industrialisation. Ce qui a suivi, avec le « libéralisme » des quatre dernières décennies, s'est traduit par un démantèlement du modèle des années 1960 sans que ne lui soit substitué un projet alternatif cohérent véritable. L'économie de l'Égypte est donc désormais constituée par une série « d'activités » juxtaposées les unes aux autres, tandis que l'Etat appelé à se « désengager », ne laisse la place qu'à un « marché » investi de la fonction mythique d'assurer la cohérence de la croissance. La désarticulation du système se manifeste par des distorsions qui ont pris progressivement des dimensions extrêmes. La direction prise ne dépend plus que de la série des « conjonctures » globales qui se succèdent, auxquelles l'économie égyptienne est contrainte de « s'ajuster » au jour le jour, avec toute la précarité qui caractérise alors les résultats de ces « ajustements ».

Des évolutions analogues caractérisent les autres pays arabes depuis que le « libéralisme » a été imposé par les programmes d'ajustement structurel ou par le ralliement des régimes nationaux populaires épuisés.

Tensions et luttes sociales, conflits politiques

La dérive libérale, par les tensions insupportables qu'elle a entraînées, est à l'origine des luttes qui ont précédé et préparé l'explosion de 2011.

Ces luttes ont mobilisé les classes ouvrières, particulièrement en Égypte (les grèves de 2007 ont été les plus grandes du continent africain depuis 50 ans) et en Algérie. Les réformes agraires de l'époque nassérienne avaient permis un transfert de la propriété de la classe des latifundiaires en faveur des paysans moyens ; mais elles avaient laissé pour compte les minifundiaires et les sans terre. Le mouvement qui renaît est celui de la paysannerie pauvre

qui tente de résister au processus d'expropriation accéléré au bénéfice des paysans riches, favorisés par le libéralisme. Des mouvements analogues se développent en Syrie et au Maghreb. Les luttes sociales concernent également les classes moyennes paupérisées par l'arrêt des processus de leur expansion caractéristiques de la phase antérieure nationale populaire.

Toutes ces luttes sociales s'articulent aux luttes politiques qui remettent en cause le mode autocratique/policier de gestion de la compradorisation.

La gestion autocratique du modèle comprador arabe a fait resurgir des formes de l'Etat pré moderne. Ressemblance frappante avec l'autocratie des « mamelouks » : l'interpénétration du monde des affaires et de celui du pouvoir. Car à véritablement parler il n'y a pas de véritable « secteur privé », il n'y a pas beaucoup de capitalistes autonomes dans la gestion de leurs affaires, qui soit garantis dans la propriété de leurs entreprises. Autre ressemblance : l'instrumentalisation de la légitimité religieuse conventionnelle et conservatrice. On constate que plus le pouvoir mamelouk-compradore est compromis par sa soumission dans les faits aux intérêts impérialistes dominants, plus il s'aligne sur les exigences de la mondialisation libérale, plus il tente de compenser la perte de légitimité nationale que cette soumission entraîne par le raidissement de son discours à prétention « religieuse », entrant sur ce plan en compétition avec le courant islamiste. Comme le faisait très exactement les ancêtres ottomans et mamelouks, au fur et à mesure qu'ils cédaient aux diktats des impérialistes des siècles précédents !

Mais celui-ci fait sa réapparition alors que la société n'est plus comparable à celle d'il y a un demi siècle. La crise sociale aujourd'hui est incomparablement plus aiguë qu'elle ne l'était. Car la modernisation a été également celle de la pauvreté dont l'urbanisation constitue le révélateur principal. Plus de la moitié de la population arabe est aujourd'hui urbaine. Mais ce transfert massif n'est pas le résultat d'une double révolution agricole et industrielle, plus ou moins analogue à celle qui a construit l'Occident capitaliste développé ou le monde soviétique et dans laquelle la Chine contemporaine est engagée depuis plus d'un demi siècle. Il est au contraire le résultat de l'absence et de révolution agricole et de révolution industrielle. La misère rurale grandissante s'est simplement transférée dans des villes que les industries et les activités modernes sont incapables d'absorber. La structure des classes et catégories sociales populaires dans laquelle cette crise s'exprime n'a plus rien à voir avec celle du monde arabe d'il y a un siècle ou cinquante ans. La crise s'exprime alors dans celle des formes de la vie politique, des idéologies et des organisations, des formes de luttes sociales.

La page du nationalisme populiste tournée, le système du parti unique discrédité a cédé la place à l'explosion du multipartisme, confirmé en 2011, qu'on s'est empressé de saluer dans les médias mondiaux dominants comme l'amorce d'un développement démocratique produit naturellement et évidemment par l'ouverture aux marchés comme le veut la vulgate à la mode. Il n'en est rien. Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes comprador affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Le pouvoir d'aucune

de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables.

L'impasse passéiste de l'Islam politique

L'image que la région arabe et islamique donne d'elle-même aujourd'hui est celle de sociétés dans lesquelles l'Islam occupe le devant de la scène dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Au point qu'il paraît incongru d'imaginer qu'il puisse en être autrement. Doit-on en conclure qu'il faudra bien que la modernité, voire la démocratie, s'accommodent de cette présence lourde de l'Islam, interdisant de facto la laïcité ?

Dans la région concernée les traditions politiques ont été fortement marquées par les courants radicaux de la modernité : les *Lumières*, la révolution française, la révolution russe, le communisme. Ces courants dominants ont inspirés les modèles majeurs de la transformation politique que les classes dirigeantes ont mis en œuvre, qu'on pourrait qualifier par certains de leurs aspects de formes de « despotisme éclairé ». Les expériences modernistes – du despotisme éclairé au national populisme radical- ont été imposées par des mouvements politiques puissants, dominants dans les classes moyennes, qui exprimaient par ce moyen leur volonté de s'imposer dans la mondialisation moderne comme partenaires à part entière, de plein droit. Ces projets qu'on peut qualifier de « bourgeois nationaux » étaient modernistes, laïcisants et potentiellement porteurs d'évolutions démocratiques. Mais précisément parce que ces projets entraient en conflit avec les intérêts de l'impérialisme dominant, celui-ci les a combattus sans relâche et mobilisé systématiquement à cet effet les forces obscurantistes en déclin.

On comprend alors que l'initiative prise par les Etats Unis pour casser le front uni des Etats d'Asie et d'Afrique mis en place à Bandoung (1955) ait consisté à créer une « Conférence Islamique » immédiatement promue (dès 1957) par l'Arabie Saoudite et le Pakistan. L'Islam politique a pénétré dans la région par ce moyen. Il n'est pas le produit spontané de l'affirmation par les peuples concernés de la force authentique de leur conviction religieuse. Il a été construit par l'action systématique de l'impérialisme soutenu bien entendu par les forces réactionnaires obscurantistes et les classes compradore inféodées. La mise en avant du faux contraste modernité/authenticité a constitué l'axe majeur de l'offensive obscurantiste dans laquelle l'Islam politique s'est engouffré. Faux contraste au sens que le contenu de la modernité critiquée était laissé dans le vague (s'agit-il du principe qui proclame que les êtres humains font leur histoire ou des manifestations vulgaires de la modernité capitaliste ?) tandis que l'authenticité n'invoquait guère que l'éloge du passé.

La question palestinienne

Le peuple palestinien est la victime d'un projet de colonisation qui a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis), parce que l'Etat étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen Orient arabe à la domination du capitalisme impérialiste. La guerre de

1967 poursuivait plusieurs objectifs : amorcer l'effondrement des régimes nationalistes populistes, briser leur alliance avec l'Union soviétique, les contraindre à se repositionner dans le sillage américain, ouvrir des terres nouvelles à la colonisation sioniste. L'alliance entre les puissances occidentales et Israël est donc fondée sur le socle solide de leurs intérêts communs. Les accords d'Oslo avaient imaginé la transformation des territoires occupés en Bantoustans, définitivement intégrés dans l'espace israélien. Sans faire preuve de beaucoup d'imagination les sionistes et leurs sponsors américains et européens ont repris jusque dans le détail tout le système du racisme de l'apartheid sud africain. Dans ce cadre l'Autorité Palestinienne ne devait être qu'un faux Etat, en fait la courroie de transmission de l'ordre sioniste.

Le maintien de cet ordre stratégique exige la vassalisation de l'Égypte et de la Syrie, qui est l'objectif prioritaire commun aux trois alliés fondamentaux – les Etats Unis, Israël et l'Arabie Saoudite. La paix passe par la reconnaissance de l'Etat palestinien dans ses frontières de 1967, seul moyen de contraindre Israël à se conformer au droit international.

Les limites des printemps arabes

L'Assemblée Constituante qui sort des élections de la fin octobre en Tunisie sera dominée par un bloc de droite qui associera le parti islamiste Ennahda et les nombreux cadres réactionnaires, hier encore associés au régime de Ben Ali, toujours en place et infiltrés dans les « nouveaux partis » sous le nom de « bourguibistes » ! Les uns et les autres partagent le même ralliement inconditionnel à « l'économie de marché » telle qu'elle est en Tunisie, c'est-à-dire un système de capitalisme dépendant et subalterne (« comprador ») intégré dans la mondialisation impérialiste dominée par les monopoles européens et étatsuniens. Les puissances impérialistes, et notamment la France et les Etats Unis, n'en demandent pas plus : « tout changer afin que rien ne change ».

Cette issue était prévisible. Une bonne partie du « mouvement » populaire n'était que très faiblement conscient des enjeux véritables. Il reste que les mêmes causes produisent parfois les mêmes effets. Que penseront et feront les classes populaires quand elles verront se poursuivre inexorablement la dégradation de leurs conditions sociales, avec son cortège de chômage et de précarisation, sans compter probablement avec les dégradations supplémentaires intensifiées par la crise générale de la mondialisation capitaliste ? Il est trop tôt pour le dire ; mais on ne peut pas s'obstiner à ignorer que seule la cristallisation rapide d'une gauche radicale allant bien au-delà de la revendication d'élections correctes peut permettre une reprise des luttes pour un changement digne de ce nom. Il appartient à cette gauche radicale de savoir formuler une stratégie de démocratisation de la société qui irait bien plus loin que la simple tenue d'élections correctes, d'associer cette démocratisation au progrès social, ce qui implique l'abandon du modèle de développement en place, et de renforcer ses initiatives par une posture internationale indépendante et franchement anti impérialiste.

Aucune de ces questions fondamentales ne paraissent préoccuper les acteurs politiques majeurs. Tout se passe comme si l'objectif final de leur « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure - celle des luttes ! En adoptant intégralement sans critique la recette de la « démocratie électorale représentative » proposée par les discours dominants, les Tunisiens dans leur majorité risquent d'être déçus par les résultats obtenus. A qui profitera cette déception ? A une gauche radicale encore marginale ?

A défaut le pire est encore à venir : la capitalisation des déceptions certaines à venir par l'islamisme politique et la perte de légitimité de la démocratie.

Les mêmes dangers guettent l'Egypte, bien qu'ici les composantes du mouvement (les jeunes, les partis socialistes et ceux des classes moyennes, les syndicats et les mouvements de paysans pauvres, l'islam soufi) aient une conscience plus aigüe du conflit entre leurs objectifs et ceux du bloc réactionnaire et que, de ce fait, la légitimité des luttes ne s'efface pas devant celle des urnes.

En Syrie le mouvement se partage entre celui d'authentiques forces démocratiques et populaires qui remettent en cause, au-delà du pouvoir de Bachar, les orientations du libéralisme économique, et une aile non démocratique (représentée par les Frères Musulmans) qui entre dans le jeu des Etats Unis et de l'Arabie Saoudite.

Le cas lybien est d'une toute autre nature. En l'absence de tout mouvement populaire (en faveur ou contre Kadhafi) un régime à la solde l'impérialisme a pu être mis en place, par l'intervention armée de l'Otan.

Références :

Samir Amin, *Le monde arabe dans la longue durée, le printemps arabe ?* ; Le temps des cerises, 2011.

Samir Amin, Au lendemain des élections tunisiennes ; site *Pambazuka*, 31/10/2011

Samir Amin, Lybie : un risque de désintégration sur le mode somalien ? , site *Pambazuka*, 12/9/2011.

NOVEMBRE 2011